



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

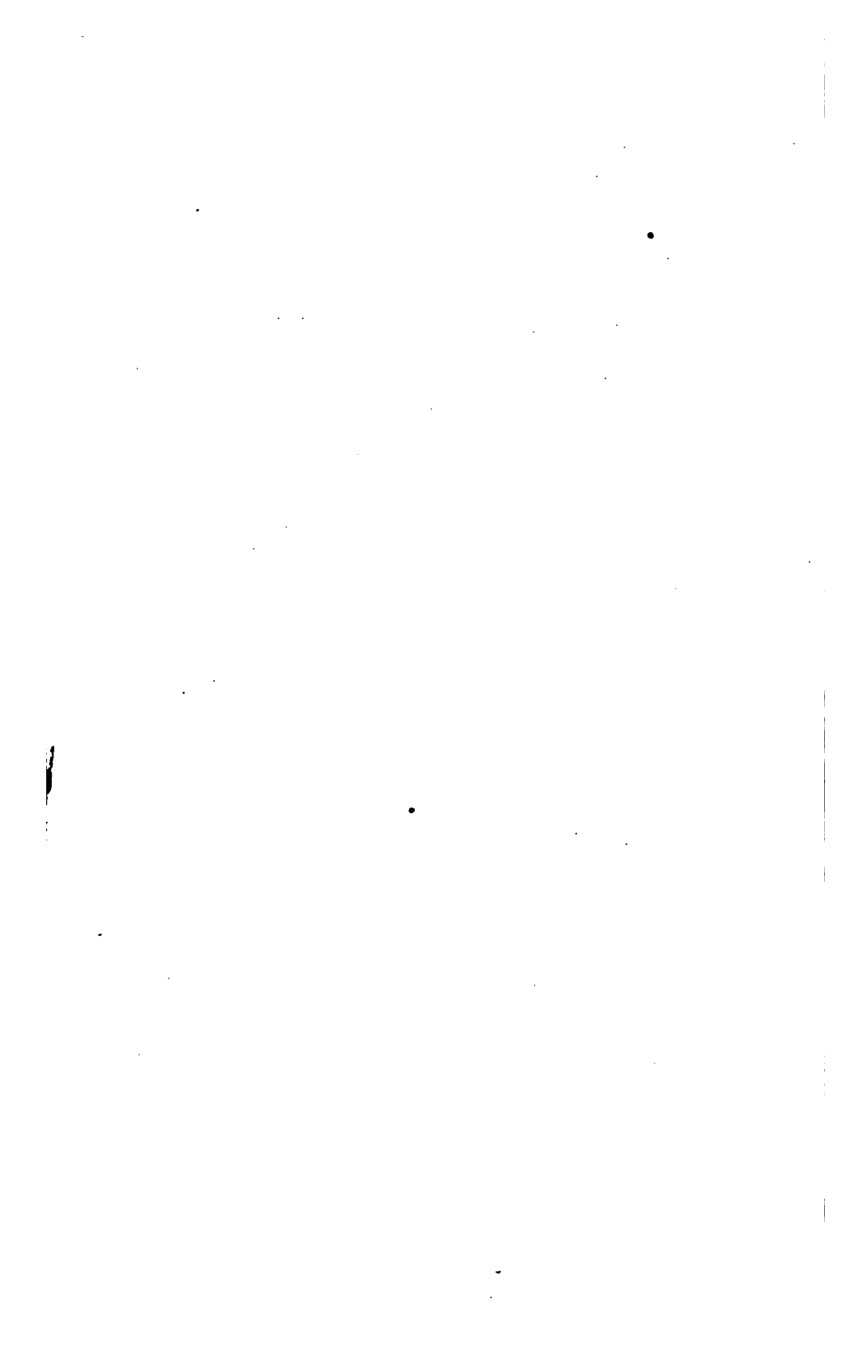
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



France



5744
x
28 n.s.
c

LE
NOTARIAT

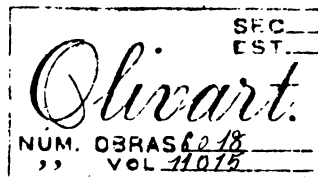
En Norwège

PAR

LE D^r VLADIMIR PAPPAFAVA

Avocat à Zara

(Extrait de la *Revue catholique des Institutions et du Droit*)



GRENoble

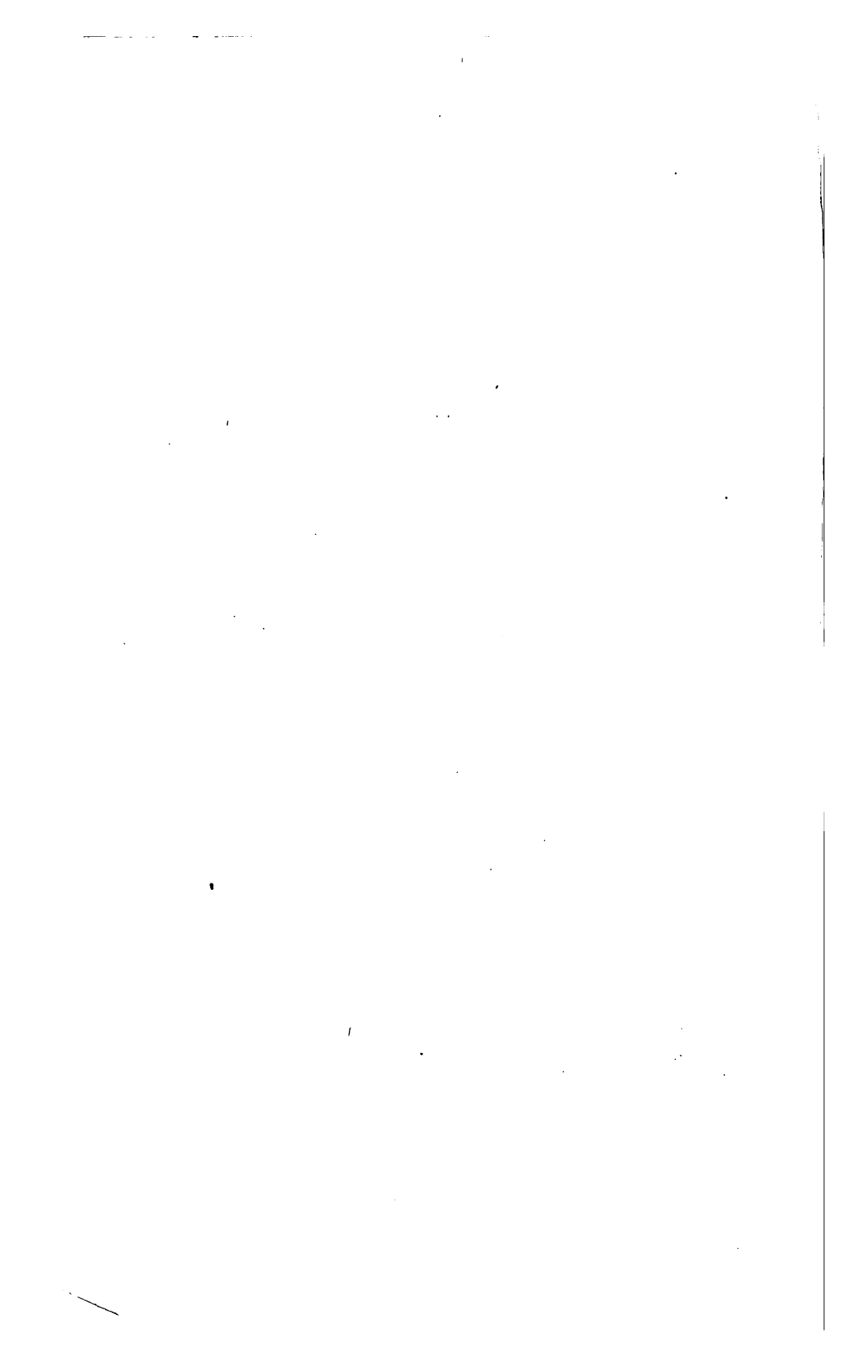
IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE JOSEPH BARATIER

24, Avenue Alsace-Lorraine

1895

998

+



LE NOTARIAT EN NORVÈGE

Depuis bien des années, le notariat en Norvège n'a subi aucune modification importante en tout ce qui intéresse soit son organisation, soit sa sphère d'activité. Et cependant il n'y a pour les régler aucune loi ni même aucune ordonnance spéciale.

Le code norvégien du roi Christian V du 15 avril 1687, ne contient que très peu de dispositions concernant les affaires notariales. Ainsi, par exemple, dans le livre I^{er}, ch. 8, art. 2, il est établi que les affaires notariales doivent être réunies dans un protocole spécial. Au livre V, ch. 13, art. 11, il est ordonné que dans les lieux où il y a un notaire, les « protêts de change » doivent être relevés par le *Notarius publicus*, et que là où il n'y en a pas, il faut recourir à l'intermédiaire de l'écrivain civique et municipal (*Staat und Rathausschreiber*) ou bien à deux hommes de loi.

Plus tard, dans une ordonnance du 31 janvier 1738, il est décidé, relativement aux paiements à faire pour affaires notariales, que, là où n'est constitué aucun *Notarius publicus*, l'écrivain civique et municipal doit en remplir l'office. Dans un règlement sur les honoraires (11 juin 1788), il est dit que le « *Sorenskriver* » (juge d'office à la campagne) doit agir dans son district comme *Notarius publicus*. Comme d'ordinaire, les fonctions d'écrivain civique sont confiées au juge urbain (*stadtvoigt*); il en résulte qu'en Norvège les affaires notariales sont faites par les juges urbains.

Toutefois, il y a des exceptions pour quelques villes. A Christiania les affaires notariales sont exécutées par le voigt de la cité (*stadtvoigt*) qui n'est pas juge. A Drammen, par le bourgmestre. A Christianssand, par l'écrivain civique et municipal, lequel n'est pas juge.

Ainsi, en Norwège, il n'y a pas de notariat proprement dit, c'est-à-dire organisé positivement en corps spécial; ce sont les juges urbains ou d'autres magistrats qui en remplissent les fonctions.

Le but de l'office de notaire est de donner aux citoyens l'occasion et les moyens d'exécuter des actes juridiques donnant naissance à des droits ou à des obligations et faisant preuve par eux-mêmes. Cette force probante résulte de l'attestation délivrée par le notaire.

Le principe est que le *Notarius publicus* est autorisé à délivrer des attestations faisant preuve de tous les faits qu'il a relevés et constatés, à la demande d'une partie. Mais dans l'application, les limites de ce pouvoir du notaire sont difficiles à déterminer. Les déclarations de toute espèce, délivrées pour une affaire particulière, ou contenant des dispositions relatives à des droits particuliers; les contrats, testaments, reconnaissances, négations, et spécialement les réponses ou les refus aux demandes légalement faites d'exécuter une déclaration, si elles ont été émises devant un *Notarius publicus*, tous ces actes ont force probante par eux-mêmes.

Il en est de même quand la déclaration regarde une affaire d'autrui; en sorte que cette déclaration constitue un témoignage, pourvu qu'elle soit confirmée par un serment public. Toutefois, il est de règle que le *Notarius publicus* ne doit pas recevoir de déclarations sur les affaires qui regardent d'autres personnes. Bien qu'il ne s'exposât à aucune responsabilité, il pourrait toutefois facilement léser les intérêts justifiés de tierces personnes, si devant lui, notaire public, on faisait une déclaration concernant les droits de ces tiers sans qu'ils fussent présents et sans qu'il leur fût possible d'influer sur la forme et sur le fond de ces déclarations.

Néanmoins, quand il y a un motif spécial pour émettre une déclaration intérimaire devant un *Notarius publicus*, il est convenable qu'elle soit accueillie : par exemple, si un témoin est près de mourir, ou bien s'il

est à craindre qu'un moyen de preuve incertain, contenu dans une déclaration non jurée, soit perdu, parce que la déclaration n'a pas été faite devant le notaire.

Le pouvoir du *Notarius* de constater tout ce qu'on a traité devant lui, ne se limite pas seulement à certifier tout ce que chacun a dit ; il s'étend aussi à toute action qu'il a observée sur l'invitation d'autrui. Mais pour les faits qu'il a casuellement observés, pour les appréciations et opinions émises à l'occasion de ces faits, il est regardé comme un témoin ordinaire.

Il faut remarquer aussi que le *Notarius publicus* est pleinement approuvé comme traducteur, et qu'il joint donc à ses fonctions celle d'interprète pour toutes les langues qu'il déclare savoir suffisamment.

Le ministère du notaire n'est pas obligatoire. Il en résulte que la majeure partie des affaires sont conclues sans son intervention. Toutefois, il y a quelques exceptions formellement prévues par la loi. D'abord et avant tout, quand il s'agit de protêts de change de toute espèce (loi sur le change du 7 mai 1880, § 81), ensuite en ville le créancier qui désire que les biens de son débiteur soient mis sous le séquestre et administrés, doit prouver qu'il l'a invité à payer par le ministère du *Notarius publicus* (loi du 6 juin 1863, § 5). Dans les districts de la campagne, il suffit que l'invitation à payer soit faite par « les sternevidner » (deux personnes assermentées et nommées par le juge, appelées envoyés judiciaires).

Il y a d'autres cas où l'intervention du notaire est prescrite par la loi, non seulement pour assurer la preuve, mais pour établir un contrôle. Par exemple, le § 20 du Code maritime, en date du 24 mars 1860, enjoint au commandant d'un navire, quand il constate un sinistre ou un dommage qui pourrait entraîner des demandes d'indemnité ou des responsabilités, de faire devant le *Notarius publicus* une déclaration ou une protestation intérimaires, et ce dans le premier port où le vaisseau aborde. Même si le dommage maritime n'est pas certain, le § 23 veut que dans les vingt-quatre

heures le commandant fasse en la même forme une « protestation maritime de sûreté », pour le cas où, dans la suite, on constaterait en effet un dommage maritime.

Enfin les mariages entre dissidents ou non chrétiens doivent se conclure devant le *Notarius publicus*.

En général, on a recours au notaire quand il s'agit d'établir une preuve que l'on veut faire valoir à l'étranger.

Les parties sont libres de s'adresser au notaire, ou aux « envoyés judiciaires », quand il s'agit d'exécuter des intimations et dénonciations de citations judiciaires et de sentences, comme aussi de conventions stipulées en justice ou devant la commission de conciliation (justice de paix). Mais ordinairement les envoyés judiciaires sont seuls chargés de ces affaires.

Il existe un formulaire spécial, autorisé pour la rédaction des actes notariés. Ils doivent être signés par le notaire et munis de son sceau. Est requise aussi la signature d'un témoin notarial appelé par le notaire lui-même.

En contractant mariage devant le *Notarius publicus*, si les parties contractantes sont chrétiens dissidents (c'est-à-dire n'appartenant pas à l'Eglise nationale), le fait doit être mentionné par le notaire dans l'acte qui les déclare époux (§ 6 de la loi du 16 juillet 1845). Dans le cas où les deux contractants ou bien un seul ne seraient pas chrétiens, ils doivent manifester devant le *Notarius publicus* leur résolution de contracter mariage, sur quoi le notaire les déclare unis. (Loi du 22 juin 1883). Pour la rédaction de cet acte, on procède d'après un formulaire spécial établi par la Résolution royale du 10 octobre 1863. On insère ensuite dans le protocole notarial une déclaration du fait signée par les deux époux.

Comme nous l'avons dit ailleurs, le protêt de change doit être relevé par l'intermédiaire du *Notarius publicus*. Quand il n'est pas possible d'obtenir à temps son intervention, le protêt peut être relevé par deux « en-

voyés judiciaires », ou même, en cas de besoin, par deux hommes de loi : toutefois, le protêt dressé de cette manière doit, afin de conserver sa validité, être présenté dans les sept jours au *Notarius publicus* pour être rédigé en forme et être annexé à l'acte (§ 10 de la loi du 17 juin 1880).

Les actes notariés doivent être sur papier timbré : le timbre est du prix d'une couronne. Les honoraires pour une expédition sont en principe de 5 couronnes par chaque affaire. Pour une protestation maritime, telle que celle du § 20 du Code maritime, on paye huit couronnes ; pour celle du § 23, quatre. Pour un protêt de change quatre, six ou huit couronnes suivant le montant de la somme demandée. Pour la rédaction d'un testament, huit couronnes.

Cet argent est versé dans les caisses de l'Etat quand les offices où se sont faits ces actes, sont occupés par des personnages nommés avant le 1^{er} janvier 1873.

~~~~~









HARVARD LAW LIBRARY

---

FROM THE LIBRARY

OF

RAMON DE DALMAU Y DE OLIVART  
MARQUÉS DE OLIVART

---

RECEIVED DECEMBER 31, 1911